



Avis n° 23-27068

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur [https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:"23-27068"](https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:)

Avis de marché

Département(s) de publication : **21**
Annonce No **23-27068**
Travaux

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : ESID de Metz.

Correspondant : M. Paes José, Etablissement du service d'infrastructure de la défense de METZ, rue du Maréchal LYAUTEY - B.P. 30 001 57044 Metz Cedex 01 tél. : 03-81-87-20-82 télécopieur : 03-81-87-26-91 courriel : jose.paes@intradef.gouv.fr.

Objet du marché : dijon (21) - ex Ba102 - installation de groupe électrogène et système d'extinction d'incendie pour les locaux techniques

lot 1 : extinction incendie

lot 2 : groupe électrogène.

Lieu d'exécution : dijon - ex Base aérienne 102 - 102 rue de l'aviation, 21600 Longvic.

Caractéristiques principales :

dijon (21) - ex Ba102 - installation de groupe électrogène et système d'extinction d'incendie pour les locaux techniques

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : l'opération consiste à réaliser les travaux nécessaires en matière d'infrastructure, d'énergie, d'alarmes techniques et de sécurité incendie dans les locaux n°008 du bâtiment 298, n°001 du bâtiment 296. Ces locaux sont destinés à recevoir des équipements techniques liés au système D. Le bâtiment restera en activités et la continuité du fonctionnement des installations existantes devra être assurée.

les travaux comprennent également la création d'un nouveau local à côté du radar (bâtiment n°473), qui aura la même fonction que les deux précédents locaux. Les travaux pour ce local comprennent également la mise en place d'une cuve et d'un groupe électrogène de secours.

Refus des variantes.

Possibilité de présenter une offre pour tous les lots.

Cautionnement et garanties exigés : néant.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les

réglementent : paiement mensuel par virement, prix fermes, actualisables, avance sous conditions de 30% pour les PME et 5% hors PME.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : entreprises unique ou groupement d'entreprises solidaires ou conjoint.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.



Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>);
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
 - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
 - Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
 - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
- La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix : 70 %;
- valeur technique : 30 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 22 mars 2023, à 16 heures.

Délai minimum de validité des offres : 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 23PMO05-001.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Date d'envoi du présent avis à la publication : 27 février 2023.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : Pôle maîtrise d'œuvre de besancon.

Correspondant : M. Colin Pitault, quartier ruty - 64 rue bersot -, 25027 Besancon, tél. : 03-81-87-21-71, courriel : pitault.colin@intradef.gouv.fr.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : Section achats métiers de Besancon.

Correspondant : Mme Marie-Claude Claeys, quartier ruty - 64 rue bersot, 25027 Besancon, tél. : 03-81-87-22-53, courriel : marie-claude.claeys@intradef.gouv.fr.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2241097&orgAcronyme=g7h>.

Renseignements relatifs aux lots :

Lot(s) 1. -

Les travaux comprennent également :

La réalisation des études et l'établissement des documents de travail préalablement à la réalisation des travaux ;

Le dispositif électrique de contrôle et de temporisation, avec liaison sur la centrale incendie existante (sauf pour le local Lia), asservissement et report d'alarme ;

Les circuits de détection automatique d'incendie ;

Le déclencheur manuel, l'arrêt d'urgence et le commutateur manuel / automatique ;

Les diffuseurs sonores et lumineux ;

Le système de diffusion du gaz inerte ;

La mise en service, les essais sans émission de l'agent extincteur et la formation ;

La réalisation des reports d'alarme incendie ;

La création de l'événement de suppression

Mots descripteurs : Bâtiment, Détection incendie, Groupe électrogène

Lot(s) 2. -

Les travaux comprennent également :

Le raccordement du groupe électrogène sur le td a et sur le td b situé à l'intérieur du local ;

Le raccordement des différentes alarmes sur bornier cuivre et transmetteur téléphonique

Mots descripteurs : Bâtiment, Détection incendie, Groupe électrogène